Clan, kongsi et crédit : l'économie morale du commerce chinois

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le volume consacré à Genève ouvre son récit de la place financière avec Calvin, car l'économie morale de la foi réformée a façonné la manière dont Genève concevait le crédit, l'intérêt, le travail et la richesse. Le présent chapitre accomplit la tâche correspondante pour Singapour. Il se demande quelles institutions éthiques et sociales ont permis aux marchands chinois du XIXe siècle de se prêter mutuellement de l'argent, de commercer sur de grandes distances et d'accumuler les fortunes sur lesquelles une grande partie du système bancaire ultérieur de Singapour s'est construite.

La réponse ne peut pas tenir en une seule doctrine. Singapour n'a pas eu de Calvin. Les Chinois qui s'y installèrent n'apportaient aucun enseignement religieux unifié sur le commerce. Ils apportaient un ensemble d'institutions : la famille et le lignage, l'association des gens d'un même district ou d'un même groupe dialectal, le temple, la fraternité jurée et la société de personnes. Autour de ces institutions se développa une éthique pratique de la confiance, que les marchands chinois exprimaient par le mot *xinyong*, qui signifie à la fois fiabilité et solvabilité. Ce chapitre étudie ces institutions et l'éthique qu'elles soutenaient. Il suit ensuite les réseaux de transfert de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

fonds par lesquels les migrants envoyaient de l'argent au pays et se termine par le passage de la confiance personnelle à la confiance institutionnelle des banques et des tribunaux.

Le sujet a une incidence directe sur la pratique actuelle. Les réseaux familiaux, les associations claniques et les circuits de paiement informels font toujours partie de la vie économique de Singapour et des communautés chinoises d'Asie du Sud-Est. Le banquier ou l'avocat qui évalue l'origine du patrimoine d'une famille asiatique, le responsable de la conformité qui examine des transferts de valeur informels ou le conseil qui structure une entreprise familiale sur plusieurs juridictions rencontrent leur héritage. Comprendre le fonctionnement de ces institutions, c'est aussi comprendre les clients et les risques de la place financière.

L'essentiel

Le commerce chinois à Singapour au XIXe siècle reposait davantage sur des institutions que sur une doctrine : familles, associations dialectales et de district, temples, fraternités jurées et sociétés de personnes. Les premières associations datent de 1819 et de 1822, et plus de trois cents avaient été fondées en 1965. Les sociétés secrètes, à commencer par la Ghee Hin en 1820, assuraient l'entraide, l'organisation du travail et un ordre privé, jusqu'à ce que l'État colonial les soumette à enregistrement en 1869 puis les interdise à partir de 1890. L'éthique du *xinyong* faisait de la réputation une forme de garantie au sein de ces communautés. Les maisons de transfert acheminaient lettres et argent vers la Chine : elles étaient 49 en 1887 et environ 200 à leur apogée, à la fin des années 1940. Les banques et les institutions publiques remplacèrent ensuite progressivement la confiance personnelle par la confiance institutionnelle.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com